

L'économie de La Réunion en 2012 L'activité se maintient, dans un environnement conjoncturel toujours jugé dégradé

L'économie réunionnaise peine depuis la crise à retrouver des relais de croissance efficaces. Le manque de lisibilité sur les perspectives économiques locales continue à peser sur la confiance des entrepreneurs réunionnais, qui font état d'une dégradation continue de la situation conjoncturelle, à l'image de la situation nationale. Ce manque de confiance des entrepreneurs pèse particulièrement sur l'investissement privé. A contrario, la commande publique est restée soutenue, même si elle recule en 2012, et la consommation des ménages se maintient. Une nouvelle dégradation affecte le marché du travail en 2012 et touche désormais davantage les seniors.

Tous les secteurs d'activité sont concernés par ce ressenti négatif des entrepreneurs, notamment l'agriculture et les services marchands. L'activité s'est pourtant maintenue dans la plupart d'entre eux, hormis dans le BTP.

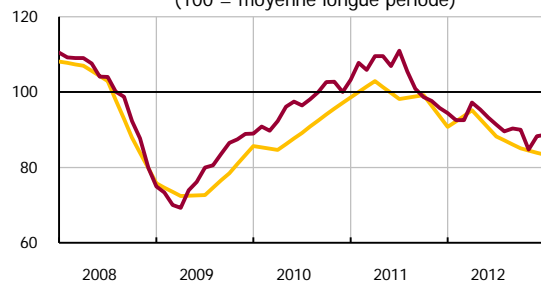
Dans ce contexte mitigé, l'activité de financement de l'économie par le système bancaire est restée peu dynamique, alors que la collecte nette d'épargne progresse rapidement. Le risque de crédit porté par les établissements financiers implantés localement s'aggrave, l'amélioration progressive de la sinistralité au second semestre ne permettant pas de compenser la forte hausse intervenue au premier semestre.

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE RESTE PEU PORTEUR

Le climat des affaires continue à se dégrader

Le jugement des entrepreneurs interrogés sur leur activité dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM continue à se dégrader en 2012. A l'exception du premier trimestre où il se redresse légèrement, l'indicateur du climat des affaires (ICA) diminue tout au long de l'année, s'éloignant encore de sa moyenne de longue période (-16,7 points). L'évolution de l'ICA réunionnais coïncide à nouveau avec celle de l'indicateur métropolitain. Par ailleurs, chaque trimestre, les perspectives futures ont pesé sur l'évolution de l'ICA, plus que leur constat sur l'activité du trimestre écoulé. Le pessimisme des chefs d'entreprise réunionnais semble ainsi refléter pour partie les inquiétudes nationales.

Indicateur du climat des affaires à La Réunion
(100 = moyenne longue période)

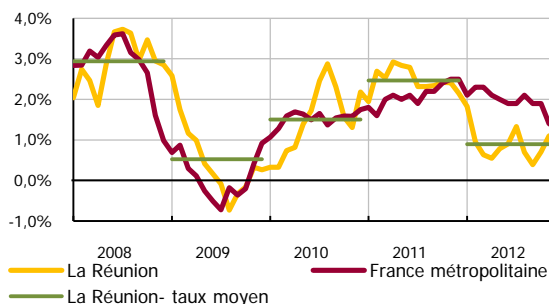


— La Réunion-ICA trimestriel — France métropolitaine-ICA mensuel

Sources : IEDOM et Insee, Enquêtes de conjoncture

Les prix augmentent modérément

Indice général des prix à la consommation
(évolution en glissement annuel)



Source : Insee

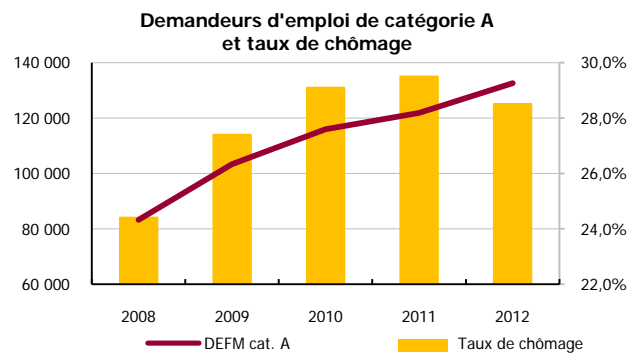
L'inflation ralentit fortement en 2012 : l'indice des prix à la consommation augmente de 0,9 % en moyenne annuelle, contre +2,5 % l'année précédente. Elle est également plus contenue qu'en France métropolitaine (+2,0 %). La progression des prix de l'alimentation, en raison notamment des hausses de prix des matières premières alimentaires sur les marchés mondiaux, et de ceux des services et du tabac, est partiellement compensée par la baisse des prix des produits manufacturés. Les prix de l'énergie sont restés stables grâce notamment au gel des prix des carburants intervenu au premier semestre, et au subventionnement du prix du gaz.

La demande d'emploi progresse fortement

Alors que 2011 semblait montrer une moindre dégradation sur le marché du travail, la situation s'est de nouveau durcie en 2012. L'emploi salarié marchand continue à progresser (+0,5 % au troisième trimestre 2012, en glissement annuel), mais pas suffisamment pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail.

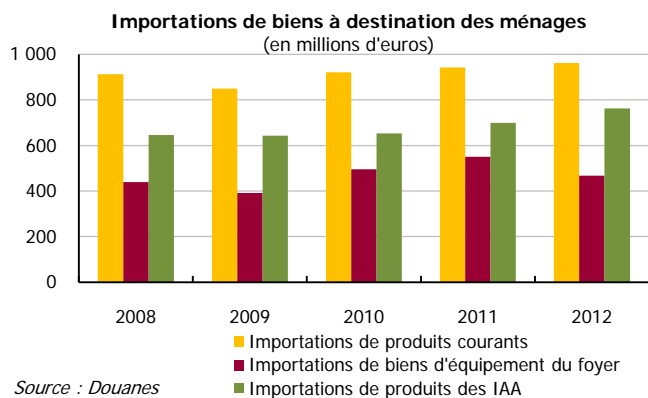
Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) augmente à un rythme plus soutenu qu'en 2011 : +8,8 % sur un an contre +5,1 % en 2011. La progression reste néanmoins inférieure à celle observée au niveau national (+9,8 %). La dégradation du marché du travail touche en particulier les personnes de plus de 50 ans. En progression de 21,7 %, le nombre de seniors au chômage a ainsi dépassé celui des jeunes (moins de 25 ans). La proportion de demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA continue à augmenter, en raison de l'allongement des durées de chômage et du vieillissement de la population concernée. A fin décembre, 40,5 % des demandeurs d'emploi bénéficient du RSA. Parallèlement, l'offre d'emploi telle qu'elle ressort des statistiques de Pôle Emploi se tasse à nouveau (-3,2 % en 2012, après -0,8 % en 2011).

Selon l'Insee, le taux de chômage à La Réunion atteint 28,5 % de la population active au deuxième trimestre 2012, en léger repli par rapport à 2011 (-0,9 point). Cette baisse est avant tout le résultat d'une augmentation du nombre de contrats aidés et du désengagement du marché du travail de nombreux demandeurs d'emplois découragés par le manque de perspectives.



Sources : Pôle Emploi - Dares, Insee - Enquête Emploi

La consommation des ménages se maintient



Source : Douanes

La consommation courante des ménages reste relativement bien orientée. Les importations de produits agroalimentaires et de produits courants augmentent respectivement de 9,0 % et 2,1 %. Cependant, les importations de biens d'équipement du foyer reculent de 15,2 %. De la même manière, et alors qu'elles avaient progressé en 2011, les ventes de véhicules de tourisme baissent à nouveau en 2012 (-6,1 %).

Les encours des crédits à la consommation baissent de 2,2 % en moyenne annuelle, mais progressent au second semestre après une longue période orientée à la baisse.

Les professionnels du secteur du commerce portent néanmoins un regard mitigé sur leur activité, qu'ils considèrent moins détériorée en fin d'année sans pour autant faire état à ce stade d'une réelle amélioration de leur courant d'affaires.

La situation financière des ménages se stabilise mais reste fragile : le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire augmente de 1,5 %, alors que celui des incidents de paiements par chèques recule de 1,8 %. En parallèle, le nombre de dossiers de surendettement déposés continue de se contracter (-6,7 %), même s'il reste à des niveaux élevés.

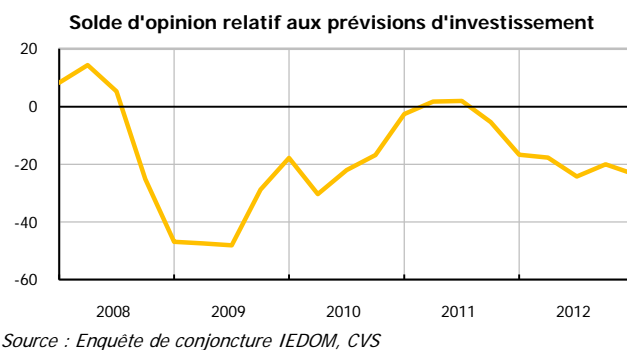
L'investissement reste contrasté

L'investissement des entreprises souffre toujours d'un contexte économique jugé incertain par les entrepreneurs réunionnais. Pourtant, les importations de biens d'équipement professionnel (hors avions) et les ventes de véhicules utilitaires augmentent respectivement de 3,2 % et 0,3 %, signe d'une reprise progressive de l'investissement privé, pour l'instant cantonné à des investissements de remplacement. Parallèlement, la baisse de l'encours des crédits à l'investissement des entreprises ralentit et se résorbe en fin d'année. Les encours des crédits à l'investissement des collectivités locales sont quant à eux en augmentation de 1,9 %.

Le secteur de l'immobilier se rétablit progressivement, soutenu d'abord par le logement social, en dépit de la suspension ponctuelle de la garantie par le Département des prêts aux bailleurs sociaux, qui a retardé certaines mises en chantier en fin d'année. Les encours de crédits à l'habitat progressent de 5,9 % sur un an pour les ménages et de 0,5 % pour les entreprises.

La balance commerciale s'améliore légèrement

Les importations enregistrent une baisse de 2,8 % sur un an. Elle intervient après une année 2011 marquée par l'acquisition de deux avions de type long-courrier par Air Austral. Les importations des biens d'équipement principalement destinés aux ménages diminuent fortement. La progression des importations de produits pétroliers est nettement plus mesurée qu'en 2011 (+7,2 %, après +30,2 %), en raison d'une baisse des volumes importés et d'une moindre progression des prix unitaires. Les recettes d'octroi de mer sont globalement stables (+0,6 %).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

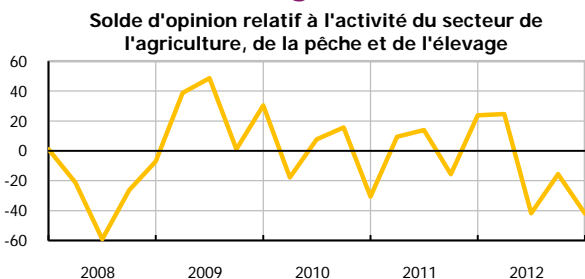
Les exportations progressent de 5,4 % sur un an. Cette hausse s'explique par la reprise des exportations de produits sucriers liée en partie à la forte hausse des prix du sucre sur le marché européen. Les ré-exportations de produits pétroliers et celles de produits intermédiaires, en particulier les produits métallurgiques et métalliques, augmentent aussi.

L'ACTIVITÉ EST JUGÉE DÉGRADÉE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Le secteur primaire progresse timidement

Le courant d'affaires du secteur « Agriculture, élevage et pêche » est mal orienté à partir du deuxième trimestre, au regard de l'opinion des chefs d'entreprise. Pourtant, l'activité d'abattage augmente légèrement (+1,9 %) : les abattages de porcins progressent (+3,4 %) tandis que ceux de bovins et de volailles reculent respectivement de 7,0 % et 0,6 %. Après une légère accalmie en 2011, la collecte de lait baisse à nouveau (-3,2 %). La campagne cannière a été impactée par la sécheresse, et les volumes de cannes traitées sont en retrait de 2,8 %.

Les industries agroalimentaires évoluent dans un climat morose



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

D'après les entrepreneurs interrogés, l'activité du secteur des industries agroalimentaires se dégrade au cours de l'année, en particulier au quatrième trimestre 2012. Malgré les blocages successifs des usines sucrières et la baisse des volumes de canne traités, la production sucrière a bénéficié d'un taux de richesse en sucre historiquement élevé. Elle augmente de 1,3 %, après deux années de repli, et s'établit au-delà de la moyenne décennale. Celle de rhum enregistre par contre une baisse de 10,2 %.

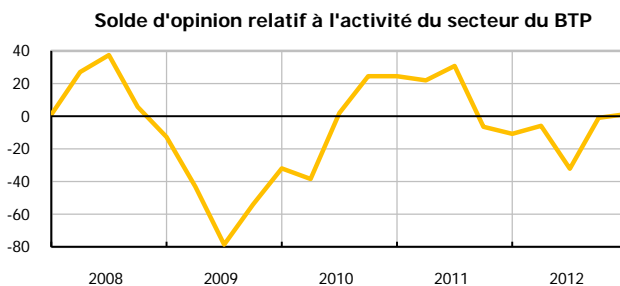
La consommation des ménages en produits agroalimentaires ne semble pas avoir fléchi, soutenue notamment à partir de mars par les produits « solidaires ». Elle profite pour partie à la production locale, dont les filières sont de mieux en mieux structurées. Les exportations de produits de la pêche sont stables en volume.

L'activité reste fragile dans le BTP

Jugée très dégradée au deuxième trimestre par les entrepreneurs concernés, l'activité dans le BTP se stabilise ensuite. Cette stabilité masque cependant des évolutions contrastées selon les secteurs.

Le dispositif de défiscalisation du logement social introduit par la Lodeom continue de soutenir la filière construction, même si les mises en chantiers ont été retardées en fin d'année en raison des incertitudes pesant sur les garanties des emprunts octroyés aux bailleurs sociaux. Le nombre de logements aidés financés augmente de 26,0 %. L'activité dans le logement intermédiaire reste quant à elle atone. Au total, les attestations de conformité délivrées par le Consuel augmentent de 7,0 % sur un an. Hors logement social, la commande publique recule en 2012, en raison de la contraction des investissements des communes.

Les estimations de chiffre d'affaires effectuées par la Cellule économique du BTP font état d'une activité en repli de 5,4 %. Les effectifs du secteur baissent parallèlement de 2,2 %. Le recul des importations de ciment et de clinker s'accroît en 2012 (-10,4 % contre -9,0 % en 2011).

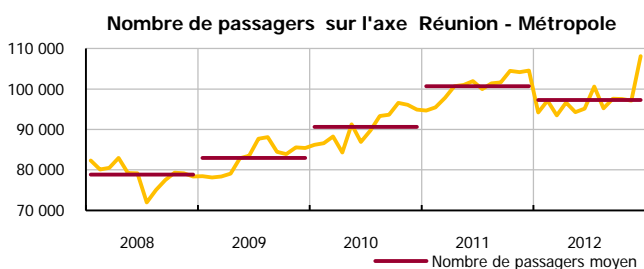


Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Les entrepreneurs des secteurs du commerce et des services sont pessimistes

Le courant d'affaires des services marchands se détériore selon les professionnels interrogés. Toutefois, l'emploi marchand du secteur continue de croître sur un an (+1,8 % au troisième trimestre en glissement annuel), bien qu'à un rythme moins marqué qu'auparavant. Les chefs d'entreprise sont aussi pessimistes dans le secteur du commerce, notamment au premier trimestre 2012. L'emploi marchand du secteur diminue de 1,0 % en glissement annuel au troisième trimestre.

L'activité touristique est en léger retrait



Source : Aéroports de Gillot et de Pierrefond - CVS IEDOM

L'activité touristique est un peu moins bien orientée qu'en 2011, mais reste bien au-dessus du niveau de 2010. Les entrepreneurs interrogés ont une opinion négative de leur courant d'affaires. La fréquentation hôtelière et le nombre de passagers entre La Réunion et la métropole reculent respectivement de 1,4 % et 3,4 %. Ces résultats font néanmoins suite à une année 2011 record pour la fréquentation touristique. Le taux d'occupation des hôtels classés s'établit à 62,6 % soit, hormis 2011, le meilleur taux depuis 2002.

L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE DEMEURE PEU DYNAMIQUE

L'année 2012 a été marquée au plan européen par l'aggravation de la crise économique, en décalage avec l'amélioration constatée globalement au niveau mondial. Si ce contexte économique morose impacte durablement le moral des entrepreneurs et des ménages réunionnais, les indicateurs monétaires et financiers confirment que l'activité économique se maintient globalement.

La progression de l'épargne s'accélère

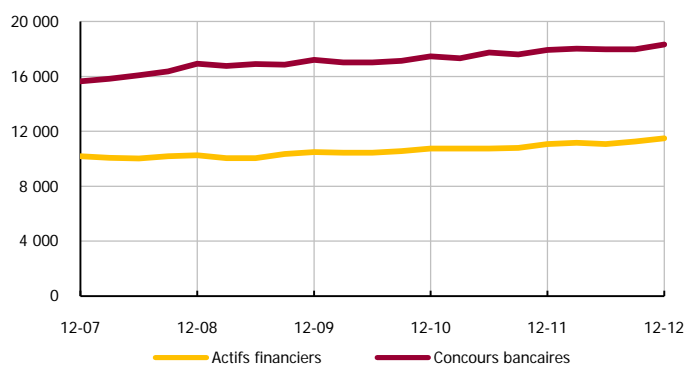
L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais progresse de 3,9 % en glissement annuel fin 2012. La collecte nette d'épargne atteint 430 millions d'euros en fin d'année, soit 32 % de plus qu'un an auparavant. Elle a particulièrement bénéficié de la bonne tenue des dépôts à vue, toutes clientèles confondues, et de la hausse rapide de l'épargne sur livrets A (+18,0 % sur un an) et livrets de développement durable (+23,1 %), en liaison avec les relèvements successifs des plafonds associés à ces supports. L'épargne à long terme progresse plus modérément (+2,2 % sur un an).

Le financement des entreprises reste modéré

Les crédits consentis à l'économie progressent de 2,2 % sur un an, un rythme équivalent à celui observé au cours de l'année précédente. L'encours brut total des crédits dépasse désormais le seuil de 18 milliards d'euros.

Les financements consentis aux ménages augmentent plus rapidement que ceux consentis aux entreprises (+4,2 % contre +0,7 %). Les crédits aux ménages bénéficient toujours de la bonne tenue des crédits immobiliers (+5,9 %). Les crédits à la consommation continuent à baisser sur l'année, mais progressent (+0,6 %) au dernier trimestre, mettant fin à une longue période de contraction. Les financements aux entreprises bénéficient aussi d'une hausse des crédits à l'habitat (+0,5 %) et des crédits d'exploitation (+5,8 %). Les crédits à l'investissement sont en revanche en baisse (-0,9 %, contre +3,0 % en 2011), mais se redressent en fin d'année (+2,4 % au dernier trimestre).

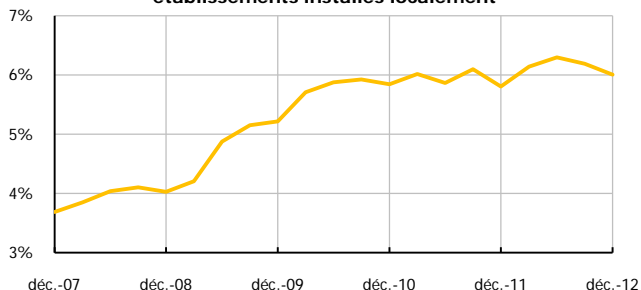
Évolution comparée des actifs financiers et des concours bancaires totaux (en millions d'euros)



Source : IEDOM, Surfi

La sinistralité s'améliore au second semestre

Taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Source : IEDOM, Surfi

Le risque porté par les établissements de crédits implantés localement s'est globalement intensifié en 2012, l'amélioration constatée au second semestre n'ayant pas suffi à compenser la forte hausse intervenue au premier semestre. Les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit locaux progressent de 6,4 % en glissement annuel. A fin décembre, elles représentent 6,0 % de leur encours total de crédits, soit 0,2 point de moins qu'au deuxième trimestre, à son maximum.

LES PERSPECTIVES RESTENT PEU PORTEUSES POUR 2013

Le redressement de l'économie réunionnaise peine à se confirmer dans la durée et aucun relais de croissance n'apparaît à ce stade suffisamment efficace pour enrayer durablement la remontée du chômage. Dans ce contexte économique dégradé, qui explique la multiplication des tensions sociales, La Réunion devra continuer à mobiliser le dynamisme de son entrepreneuriat et la qualité de ses équipements. Le développement de son potentiel d'innovation, porteur d'une plus grande implication du territoire dans son environnement régional, gagnera à s'appuyer sur une gouvernance pérenne et concertée, gage d'une mise en œuvre efficace des opportunités offertes notamment par la programmation communautaire pour la période 2014-2020.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mars 2013 – Dépôt légal : mars 2013 – ISSN 1952-9619